



**DGST/AR-2026-359**  
**ARRETE DU MAIRE**

**Objet : Arrêté portant modification des conditions de la circulation et du stationnement - 91 rue Jean Jaurès au 1 avenue de l'Armée Leclerc - du 18 mai au 20 juillet 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **TERCA - 3/5 rue Lavoisier à 77400 Lagny sur Marne** - représentée par **Monsieur BEKKOUR Brahim**, ainsi que l'entreprise **ENEDIS - 80 avenue du Général de Gaulle à 92800 Puteaux**, représentée par **Monsieur PEREIRA MENDES Fernando** pour des travaux de renouvellement du réseau de basse tension au 91 rue Jean Jaurès ;

**Considérant** qu'il convient de régler l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et d'assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public durant la période **du 18 mai 2026 au 20 juillet 2026 au 91 rue Jean Jaurès**, afin de réaliser des travaux de renouvellement du réseau de basse tension. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5** : Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner au niveau du chantier, ainsi qu'un alternat seront mis en place par les entreprises si la situation l'exige :

**Pour la circulation en alternat :**

- Feux de chantier,
- Par signaux K10,

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

- Par panneaux B15 et C18,
- Pour le stationnement par panneaux B6a ou B6d,
- Pour l'interdiction de dépasser par panneaux B34

**Article 6** : La vitesse sera réduite à 30 km/h.

**Article 7** : Les zones de travaux devront être sécurisées avec des barrières de type ville de Paris

**Article 8** : **Les entreprises devront respecter les prescriptions du département SQY.**

**Article 9** : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements. Un cheminement piéton et l'entrée du commerce épicerie, alimentation ne devront pas être obstrués.

**Article 10** : Les entreprises procéderont aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier et toute fouille devra être sécurisée par un dispositif de protection type barrières Vauban et pont lourd.

**Article 11** : Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.

**Article 12** : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

**Article 13** : Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

Les entreprises font leur affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de leur activité. La responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée à l'occasion des litiges provenant soit de l'activité de chantier, soit avec des passants, soit par la suite de tout accident sur la voie publique. Le bénéficiaire est le seul responsable vis-à-vis des tiers pour tout accident, dégât et dommage de quelque nature que ce soit et doit être assuré en conséquent.

**Article 14** : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 15** : Les activités de chantier sont **autorisées de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 16** : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 17** : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. *Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.*

**Article 18** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 19** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Élancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes,

12 JUIN 2026

Ali RABEH  
Maire de Trappes

